

La Coalition de l'opposition reste ferme sur le départ de Faure Gnassingbé en 2020



L'opposition togolaise reste ferme sur ses exigences. Certes, des concessions ont été faites par la Coalition des 14 partis lors de la dernière séance du dialogue politique, mais il n'est pas question pour ces partis politiques de voir Faure Gnassingbé être candidat pour les élections de 2020 pour un quatrième mandat.

« Nous ne pouvons pas laisser Faure Gnassingbé être candidat en 2020. Ce n'est pas possible, nous ne pouvons pas l'accepter », a indiqué le chef de file de l'opposition et leader de l'ANC, Jean Pierre Fabre au cours d'une rencontre de la Coalition avec la presse ce lundi à Lomé.

Au cours de cette conférence de presse, les leaders de la Coalition ont indiqué avoir fait lors des discussions bilatérales avec le facilitateur ghanéen Nana Akufo-Addo, des concessions jusqu'aux limites qu'ils ne peuvent plus dépasser.

L'opposition a en effet abandonné l'exigence relative au retour intégral à la version originelle de la Constitution de 1992 et a fait des propositions au parti UNIR (au pouvoir). Selon Mme Brigitte Adjamagbo Johnson, la Coalition a accepté qu'en lieu et place d'un retour intégral à cette Constitution, que les travaux de son rétablissement prennent seulement en compte cinq (5) articles essentiels avec la mention « en aucun

cas, nul ne peut exercer plus de deux mandats ».

« Le facilitateur a rendu compte de notre position à la délégation gouvernementale et est venu nous donner leur réaction qui est qu'ils n'acceptent pas que leur champion ne soit pas candidat en 2020. C'est à ce niveau qu'il y a toujours blocage », a expliqué la coordinatrice de la Coalition, Mme Brigitte Adjamagbo Johnson.

La Coalition de l'opposition a par ailleurs préconisé une transition politique pour organiser la présidentielle de 2020, sans la participation de Faure Gnassingbé. Elle estime que la balle est désormais dans le camp du régime en place qui doit de son côté œuvrer pour un heureux aboutissement du dialogue politique.

Il faut rappeler que lors de la dernière séance du dialogue, Nana Akufo-Addo avait encouragé le pouvoir et l'opposition à ne pas fermer la porte aux propositions faites par les uns et les autres mais de prendre en considération l'intérêt supérieur de la nation afin de parvenir à un consensus pour une sortie de la crise dans la quelle est plongé le Togo depuis août 2017.

David